

ÉVALUATION INDÉPENDANTE DE LA STRATÉGIE RÉGIONALE POUR LE MOYEN-ORIENT

Le Moyen-Orient est caractérisé par de longs conflits étroitement liés, qui transcendent les frontières. D'après une évaluation indépendante de la stratégie de coopération suisse au Moyen-Orient sur la période 2015–2018, la Suisse déploie une aide humanitaire importante et représente un acteur majeur sur la scène internationale face aux crises humanitaires et déplacements forcés qui en résultent. Les experts recommandent en particulier la mise sur pied d'une stratégie qui cherche à associer davantage l'aide humanitaire et la coopération au développement.

«Who would hold the line if Switzerland does not speak up. For us, the SDC is a problem solver. Switzerland has influence over other donors, fills assistance gaps and encourages other donor countries to step up.»
Partenaires de mise en œuvre de la DDC

CONTEXTE

Après le début de la guerre en Syrie en 2011, dans un contexte de violence persistante en Irak, la Suisse a réagi avec flexibilité, dans sa stratégie de coopération au Moyen-Orient 2015–2018, aux défis dû au conflit généralisé, aux déplacements forcés et aux violations des droits humains. Elle s'est concentrée principalement sur des mesures dans trois domaines thématiques : *besoins et services de base, protection*¹ et eau.

CONCLUSIONS CLÉS

L'évaluation de la stratégie de coopération suisse pour l'Irak, la Jordanie, le Liban, la Syrie et la Turquie sur la période 2015–2018 confirme que les efforts de mise en œuvre stratégique déployés par tous les acteurs suisses

au Moyen-Orient suivent une même ligne et produisent des résultats concrets : l'approche pangouvernementale (*Whole of Government Approach*) est le cadre approprié face aux différents défis. Toutes les capacités et les compétences de la DDC, de la Division Sécurité humaine (DSH) et du Secrétariat d'État aux migrations (SEM) peuvent ainsi être utilisées et cumulées. L'évaluation confirme la pertinence des contributions de la coopération interna-

tionale de la Suisse, y compris au regard des priorités nationales des pays partenaires. Grâce aux différentes formes de travail des trois entités fédérales, des effets de synergie peuvent être obtenus, la réalisation des objectifs est optimisée et la Suisse gagne en crédibilité. En outre, la neutralité de la Suisse est vue comme une bonne raison d'apporter une contribution efficace au Moyen-Orient.

Les experts recommandent, pour la nouvelle stratégie de coopération, de renforcer les acteurs locaux et leurs compétences. Ils pré-conisent également qu'une plus grande place soit dorénavant accordée aux femmes et aux jeunes dans les objectifs des projets.



¹ La *protection* est un concept qui englobe toutes les activités visant à protéger les personnes touchées par des conflits ou des catastrophes afin de répondre à leurs besoins fondamentaux physiques et psychologiques. Règlementé conformément au droit international humanitaire et en particulier aux Conventions de Genève. OCHA 2012 (www.unocha.org/sites/dms/Documents/120405%20OOM%20Protection%20final%20draft.pdf)

RÉSULTATS ET RECOMMANDATIONS

1. Analyse du contexte

La stratégie de coopération fournit une réponse humanitaire forte et contribue aux efforts internationaux qui doivent permettre de faire face aux différentes crises régionales.

D'après l'évaluation, il faut continuer à encourager l'orientation régionale de la stratégie de coopération et l'échange régional entre les représentations des pays, qui s'avère judicieuse. Il convient également de renforcer les autorités locales et la société civile (ONG, médias, instituts de recherche, etc.). Pour la prochaine stratégie de coopération, les trois entités fédérales doivent approfondir la conception commune de la fragilité et des causes de conflit, procéder à une analyse rigoureuse de la crise des réfugiés syriens et continuer à encourager la liaison entre aide humanitaire et coopération au développement. Parmi les propositions faites figure celle d'un engagement accru du domaine Coopération Sud, principalement en ce qui concerne la promotion de la paix, et la cohésion sociale.

2. Pertinence et adéquation du portefeuille de projets

L'évaluation confirme que les interventions concrètes dans les communes et le dialogue politique au niveau national mais aussi régional se conjuguent efficacement.

Elle recommande de conserver l'axe géographique et le nombre de thèmes. Elle propose en outre que le thème de la protection soit traité dans tous les domaines thématiques et en tant que trait d'union. Les auteurs de l'évaluation proposent qu'une stratégie soit mise sur pied pour

mettre en œuvre les thèmes transversaux (égalité des sexes et bonne gouvernance) et adaptée à chaque contexte. Depuis que les trois entités fédérales sont réunies dans les locaux d'une représentation suisse, elles parviennent à conjuguer encore mieux leurs efforts aux niveaux local, national et régional.

3. Mise en œuvre de la stratégie de coopération

Les expertises de la DDC, de la DSH et du SEM se complètent bien ; leurs différents instruments d'application réagissent de manière flexible au changement de contexte.

L'évaluation recommande qu'une répartition plus claire et plus cohérente des priorités et des rôles entre la centrale et les bureaux de représentation soit respectée lors de la mise en œuvre. Selon elle, cela améliore également de manière indirecte la planification et la réalisation des activités : une combinaison plus stratégique des différentes mesures permettrait d'obtenir des résultats encore meilleurs et, de ce fait, d'accroître le rôle de la Suisse et sa crédibilité. Le système de monitoring régional est solide et bien rodé selon l'évaluation. Pour piloter la nouvelle stratégie de coopération au niveau régional et apporter des réponses spécifiques au contexte, les auteurs recommandent un *cadre régional général assorti d'objectifs communs* pour la nouvelle stratégie. Il devra être complété ou adapté en fonction des pays.

4. Résultats aux niveaux régional et national

Pour continuer à renforcer la liaison entre aide humanitaire et projets de développement avec un effet à long terme, l'évaluation recommande d'élaborer une stratégie ayant pour objet de mettre cette liaison en œuvre.

Dans le domaine *besoins et services de base*, l'aide humanitaire a pu réagir de manière flexible aux besoins toujours changeants ; cela conserve encore tout son sens, en particulier en ce qui concerne l'Irak et la Syrie. Dans les États voisins, il est recommandé en revanche de miser davantage sur des mesures à long terme. Pour la prochaine stratégie de coopération, l'évaluation propose que les efforts visant à consolider la capacité de résistance de la population restent au cœur des préoccupations. La Suisse doit en outre occuper davantage le terrain de l'éducation et, outre l'accès à l'éducation, mettre l'accent sur la qualité de celle-ci. Dans le domaine de la *protection*, il convient de déterminer comment, en se concertant davantage, les trois entités fédérales pourraient améliorer leur collaboration dans l'optique de renforcer le statut juridique des réfugiés, des déplacés internes et des migrants. Dans ses programmes et projets liés au thème de *l'eau*, la Suisse affiche de bons résultats. Son rôle dans ce domaine doit être encore renforcé. Dans l'ensemble, l'évaluation confirme que l'accent devrait être mis davantage sur les femmes et les jeunes dans les projets, ceux-ci étant des acteurs importants du changement.

MÉTHODE

Une consultante indépendante (Mainlevel Consulting AG) a été chargée, dans le cadre d'un appel d'offres international, de réaliser l'évaluation de la stratégie de coopération au Moyen-Orient sur la période 2015–2018. Elle a bénéficié du soutien et de l'accompagnement de trois pairs (DDC, DSH et SEM).

Lien vers l'évaluation

www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/etudes.survey-id-926.html

Publication

Direction du développement
et de la coopération DDC
Section Évaluation et Contrôle de Gestion
Freiburgstrasse 130, 3003 Berne
sektion.evaluation-controlling@eda.admin.ch

